



Visite de Trump au Royaume-Uni : la « relation spéciale » à l'épreuve des faits

Sylvain GAILLAUD

Sylvain Gaillaud est docteur en histoire contemporaine, chercheur partenaire à l'UMR SIRICE (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-1103-0

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © Andrew
Leyden/Story Picture
Agency/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Sylvain Gaillaud,
« Visite de Trump au Royaume-Uni : la « relation spéciale » à l'épreuve des faits », *Chroniques américaines*, Ifri, 16 septembre 2025.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

La visite d'État du président des États-Unis au Royaume-Uni, du 16 au 18 septembre 2025, a été perçue comme historique avant même d'avoir eu lieu. Un mois après le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, le Premier ministre britannique Keir Starmer lui a remis une lettre du roi Charles III dans une séquence soigneusement médiatisée. Le président, qui avait déjà été reçu par la reine Élisabeth II en 2019, sera le premier à avoir été honoré d'une seconde invitation. Un événement dans l'histoire de la « relation spéciale » réputée lier le destin de l'ancienne métropole et de l'ancienne colonie, dans un contexte pourtant troublé. La visite aura en cela la portée d'un test de résilience pour une relation bilatérale sous tension.

Chacun aborde la visite en position fragilisée. Fin août, une cour d'appel fédérale a statué que le président avait indûment invoqué l'*International Emergency Economic Powers Act* de 1977 pour imposer de nouveaux droits de douane aux partenaires commerciaux des États-Unis, remettant en question la légalité du principal levier de la « diplomatie du deal »¹. Quant au Premier ministre, qui avait fait campagne sur un retour à la normale après quinze années de conservatisme paralysées par la gestion chaotique du Brexit, il fait face à une fronde inédite. Aux larmes de la chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves, début juillet, dont le budget controversé venait d'être rejeté au Parlement, a répondu la

démission de la vice-Première ministre Angela Rayner, début septembre, accusée de fraude fiscale.

La semaine dernière, le renvoi de l'ambassadeur aux États-Unis Peter Mandelson a accentué le malaise. Elle a posé la question de la pertinence de sa nomination à Washington, alors qu'était connue par Downing Street sa proximité avec l'homme d'affaires Jeffrey Epstein, accusé d'avoir animé un réseau de prostitution international. Elle pourrait aussi détourner l'attention médiatique des enjeux de la visite du président, dont la proximité controversée avec le milliardaire aujourd'hui décédé vient d'être remise en avant².

Dans ce contexte chargé, la visite sera un moment de vérité pour le pari trumpien du Premier ministre et pour la « diplomatie du *deal* » pratiquée par le président. Dès son arrivée à Downing Street, Keir Starmer s'est attaché à soigner sa proximité avec Donald Trump, avec un zèle croissant depuis la réélection de ce dernier à la présidence³. Les travaillistes ont mobilisé toutes les ressources de l'ambassade à Washington en jouant de l'anglophilie du *Commander in Chief* et de son vice-président James D. Vance, avec un certain succès. Londres est parvenu à conclure début mai un accord préalable limitant les effets redoutés du *Liberation Day* : un allègement des droits de douane sur le bœuf et l'éthanol américains en échange d'un assouplissement des taxes sur l'acier et les automobiles britanniques⁴. Même partiel, cet accord a paru donner raison à la méthode du président, engagé dans un bras de fer commercial tous azimuts, et au pari trumpien du Premier ministre, qui commençait à soulever interrogations et critiques. Il a aussi montré le pragmatisme des deux hommes, convaincus du bénéfice mutuel à entretenir une relation cordiale pour servir leurs agendas respectifs.

La visite veut concrétiser l'accord préalable conclu au printemps mais également donner de nouvelles frontières à la « relation spéciale ». À cet effet, l'événement a été aussi soigneusement organisé que son annonce avait été chorégraphiée. Son programme montre la volonté de bénéficier de la fascination du président pour la monarchie : séjour au château de Windsor, traversée du domaine en carrosse, inspection de la garde, visite des collections royales et de la chapelle Saint-Georges, cérémonie de retraite aux flambeaux et banquet. Le couple présidentiel doit être ensuite reçu par le Premier ministre en sa

résidence de Chequers, où seront mises en avant les archives de Winston Churchill – dont le buste trône dans le bureau ovale⁵.

Ce déploiement de pompe doit permettre de soigner la bienveillance du partenaire américain dans la conclusion de l'accord sur l'acier et l'aluminium, à laquelle ont œuvré des négociateurs en amont⁶. Londres espère aussi obtenir une exemption de taxes sur les exportations de whisky et de saumon, en échange d'une mesure réciproque sur les importations américaines de jeans et de motos Harley-Davidson⁷. Mais le clou de la visite pourrait être la conclusion d'un *Tech Deal* repoussant les frontières de la « relation spéciale » dans les domaines scientifique et commercial. Sa négociation a mobilisé l'entourage du vice-président Vance et de l'ancien ambassadeur Mandelson, qui l'a présenté comme « une fierté et une joie personnelle ». L'accord doit conduire à l'investissement de plusieurs milliards de livres sterling par Nvidia et OpenAI dans un projet de centre de données à Blyth (Northumberland). En en faisant l'un des plus importants d'Europe, il permettrait de doter le Royaume-Uni d'infrastructures à la hauteur de ses ambitions en matière d'Intelligence artificielle. L'accord pourrait aussi prévoir l'alignement des réglementations nationales sur le sujet pour faciliter la coopération industrielle. Jensen Huang (Nvidia) et Sam Altman (OpenAI) sont attendus dans la délégation américaine pour poser la première pierre de ce qui est déjà présenté comme un « pont technologique » entre le Royaume-Uni et les États-Unis⁸.

Les partenaires espèrent que les négociations ne souffriront pas de la sensibilité des autres dossiers. Le président Trump a demandé aux Européens d'imposer des sanctions massives à l'Inde et à la Chine, principaux clients des hydrocarbures russes, une requête accueillie avec circonspection à Londres – qui vient de conclure avec New Delhi un accord commercial. La reconnaissance annoncée d'un État palestinien par le Royaume-Uni à l'occasion de la rentrée diplomatique à l'ONU pourrait aussi susciter l'irritation du président. Si la Maison-Blanche s'est félicitée de l'activation par les Européens du mécanisme de rétablissement des sanctions à l'encontre de l'Iran, enfin, les Britanniques regardent avec inquiétude les outrances et limites de la « méthode Trump » au Proche et Moyen-Orient⁹.

Le gouvernement britannique n'aura pas ménagé ses efforts pour soigner la bienveillance du partenaire américain en amont de discussions dont la sensibilité n'est pas un secret. Quelle que soit leur résolution, le président du *deal* aura obtenu l'insigne honneur d'une seconde visite d'État sous les ors d'une monarchie plurimillénaire, privilège auquel même son prédécesseur Barack Obama n'a pas eu droit. La solidité du « pont technologique » en chantier entre le Royaume-Uni et les États-Unis sera mesurée à sa capacité à résister à l'érosion de la pompe par les caprices d'une diplomatie disruptive. En attendant, ce test de résilience de la « relation spéciale » sera l'occasion de montrer la portée de la voix de Londres à Washington. À l'heure où le Royaume-Uni tente de réinventer des relations sécuritaires avec l'Union européenne, la portée de cette voix sera attentivement mesurée à Bruxelles¹⁰.

-
1. « V.O.S. Selections, Inc. v. Trump [opinion] », United States Court of Appeals for the Federal Circuit, 29 août 2025, disponible sur : www.ca9.uscourts.gov.
 2. « Oversight Committee Releases Records Provided by the Epstein Estate », Committee on Oversight and Government Reform, 8 septembre 2025, disponible sur : <https://oversight.house.gov>.
 3. S. Gaillaud, « Lost in Transition? The “Special Relationship” between the United Kingdom and the United States in a Year of Electoral Uncertainties », *Revue française de civilisation britannique*, vol. 30, n° 2, 2025.
 4. « General Terms for the United States of America and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland Economic Prosperity Deal », 8 mai 2025, disponible sur : <https://assets.publishing.service.gov.uk>.
 5. K. Mansey, « Kate and Melania to Meet the Scouts on Trump State Visit », *The Times*, 11 septembre 2025.
 6. G. Lanktree, « UK and US Restart Steel Talks Ahead of Trump's State Visit », *Politico*, 12 septembre 2025.
 7. O. Wright, « Trump and Starmer: The Six Key Topics they Will Discuss », *The Times*, 11 septembre 2025.
 8. S. Boscia et M. Kendix, « President Trump's UK State Visit to Bring Billions in Tech Investment », *The Times*, 11 septembre 2025.
 9. S. Gaillaud, « Les négociations États-Unis/Iran sur le nucléaire. Les limites de la méthode Trump », *Chroniques américaines*, Ifri, 13 juin 2025.
 10. « Security and Defence Partnership between the European Union and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland », Council of the European Union, 19 mai 2025, disponible sur : <https://www.consilium.europa.eu>.